



OFFRE D'EMPLOI

Prière d'afficher et de diffuser

Titre du poste :	Conseiller(ère) juridique - litige stratégique
Lieu de travail :	Port-au-Prince, Haïti
Date limite pour postuler :	8 août 2017 à 23h59
Date d'entrée en fonction :	Septembre 2017
Conditions de travail:	Contrat de travail national à temps complet

RÉSUMÉ DU POSTE

Avocats sans frontières Canada (ASFC) est à la recherche d'une personne engagée et dynamique qui souhaite contribuer au succès du projet *Accès à la justice et lutte contre l'impunité en Haïti* (AJULIH). Les candidat(e)s ayant une expérience de travail dans les tribunaux et en prise en charge de dossiers complexes en matière de défense des droits humains, notamment des femmes et des mineurs sont particulièrement invité(e)s à postuler. Le/la candidat(e) retenu(e) sera amené(e) à contribuer à renforcer les organisations de la société civile et les avocat(e)s représentant les victimes de violations de droits humains pour leur permettre de faire une différence, par les voies juridiques, et judiciaires, et ce afin de les outiller en matière de lutte contre l'impunité et la corruption.

CONTEXTE

Active en Haïti depuis 2006, ASFC est une organisation non gouvernementale de coopération internationale dont la mission est de soutenir la défense des droits humains des groupes ou des personnes les plus vulnérables par le renforcement de l'accès à la justice et à la représentation juridique.

Le projet AJULIH, d'une durée de 5 ans, financé par Affaires mondiales Canada, vise à mobiliser la société civile en tant qu'actrice incontournable du renforcement de la justice afin de pousser cette dernière à devenir une institution forte d'une gouvernance inclusive et responsable et un réel contrepoids démocratique.

Pour en savoir davantage, visitez le www.asfcanada.ca.

PRINCIPALES RESPONSABILITÉS

Sous la supervision du chef de mission à Port-au-Prince et en étroite collaboration avec l'équipe juridique au Canada, le/la conseiller(ère) juridique – litige stratégique:

- Contribue à la mise à jour de l'état des lieux portant sur le litige stratégique;
- Coordonne la rédaction et le suivi d'ententes de collaboration avec les partenaires impliqués en matière de litige stratégique;
- Appuie la mise sur pied, le développement et le fonctionnement d'un réseau d'avocat(e)s, cabinet ou collectif d'avocat(e)s spécialisé(e)s en litige stratégique qui mènera des dossiers emblématiques devant les tribunaux nationaux et les instances internationales;

- Coordonne et participe à l'élaboration de documents juridiques et d'outils méthodologiques en lien avec le litige stratégique (ex : enquêtes, recueil de la preuve, etc.);
- Coordonne un mécanisme d'appui des organisations de la société civiles qui œuvrent en faveur des victimes de graves violations des droits humains;
- Participe à la planification du contenu de séminaires et de formations portant sur divers aspects du litige stratégique pour les acteurs et actrices du système judiciaire;
- Encadre et travaille en collaboration avec les coopérant(e)s volontaires en mission sur le terrain;
- Révise des études préparées par des consultants nationaux portant sur divers aspects du litige stratégique en vue de leur publication;
- Participe et coordonne la rédaction d'un guide de litige stratégique en Haïti;
- Coordonne et accompagne les partenaires et intervenant(e)s dans la réalisation d'activités de communication et de plaidoyer sur des thèmes reliés au litige stratégique;
- Développe et coordonne un programme de stages pour les finissants des facultés de droit en Haïti, et de formation continue pour les avocats intéressés par ces thématiques;
- Participe aux activités de liaison et de réseautage avec les intervenant(e)s impliqués dans la composante « lutte contre l'impunité et la corruption »;
- Participe au suivi et à l'évaluation du projet, notamment à l'analyse des résultats, succès, difficultés et bonnes pratiques, et présente des rapports périodiques;
- Réalise des activités de liaison avec les différents intervenants et les parties prenantes, notamment les partenaires locaux et internationaux, les gouvernements et les milieux juridique et universitaire.

Et, de manière générale, effectue toute autre tâche connexe utile ou nécessaire à la demande de l'organisation.

PROFIL RECHERCHÉ

- Formation universitaire en droit;
- Avocat(e), membre d'une juridiction d'un Barreau en Haïti;
- Au moins 4 ans d'expérience dans le domaine des droits humains et en litige;
- Expérience de travail dans le domaine juridique de droits humains, droits des femmes, litige stratégique, droit criminel et/ou droit international;
- Expérience de coordination d'actions de mobilisation et/ou de plaidoyer avec une diversité d'acteurs et de concertation avec l'État et la société civile;

- Connaissance de la législation sur les droits humains et l'organisation de la justice en Haïti;
- Bonne maîtrise du contexte politique, juridique, économique et social en Haïti;
- Forte motivation associative, sens de la solidarité internationale, adhésion aux valeurs et à la mission d'ASFC;
- Capacités pour le travail d'équipe en contexte multidisciplinaire, entregent, intelligence interpersonnelle, vision stratégique et sens politique;
- Excellent sens de l'organisation, esprit d'initiative, rigueur et débrouillardise;
- Excellentes capacités de synthèse, d'analyse et de rédaction en français;
- Maîtrise des outils informatiques de bureau, en particulier les logiciels de traitement de texte, le courrier électronique, Internet et les bases de données;
- Autonomie, sens de l'initiative, souplesse, impartialité, disposition à travailler parfois sous pression et à se déplacer en région si nécessaire;
- Maîtrise du français, de l'anglais et du créole, à l'oral comme à l'écrit.

Atouts

- Connaissance approfondie des conventions internationales applicables en matière de des droits;

POUR MANIFESTER VOTRE INTÉRÊT

Faites-nous parvenir une lettre (maximum une page) expliquant vos motivations pour le poste, votre curriculum vitae (maximum trois pages), une copie du diplôme pertinent ainsi qu'une lettre de référence avec l'adresse du référent à l'adresse recrutement.haiti@asfcanada.ca, et ce, en prenant soin d'inscrire en objet : **conseiller (ère) juridique Litige AJULIH – ET votre nom de famille**

Les candidatures doivent être reçues au plus tard le 8 août 2017 à 23h59.

Nous remercions tout(e)s les candidat(e)s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour entrevue seront contactées.